

UN NOBEL D'ÉCONOMIE HÉTÉRODOXE, VERT ET FÉMININ. SIGNE D'ESPOIR ?

Vincenzo Lauriola

Presses de Sciences Po | *Ecologie & politique*

2010/2 - N°40
pages 137 à 143

ISSN 1166-3030

Article disponible en ligne à l'adresse:

<http://www.cairn.info/revue-ecologie-et-politique-2010-2-page-137.htm>

Pour citer cet article :

Lauriola Vincenzo, « Un Nobel d'économie hétérodoxe, vert et féminin. Signe d'espoir ? », *Ecologie & politique*, 2010/2 N°40, p. 137-143. DOI : 10.3917/ecopo.040.0137

Distribution électronique Cairn.info pour Presses de Sciences Po.

© Presses de Sciences Po. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Un Nobel d'économie hétérodoxe, vert et féminin. Signe d'espoir ?

VINCENZO LAURIOLA

En 2009, pour la première fois dans l'histoire, le prix Nobel d'économie a été décerné à une femme : la Nord-Américaine Elinor Ostrom, née à Los Angeles en 1933, professeur à l'université de l'Indiana. Partagé avec Oliver Williamson, considéré comme le père de l'économie néo-institutionnaliste, le prix a été motivé par les travaux de chacun sur la gouvernance économique. À la différence du co-lauréat qui, tout en adoptant une approche originale de l'entreprise fondée sur l'analyse institutionnelle et les coûts de transaction, ne se détache pas radicalement du courant d'inspiration néoclassique « orthodoxe », Ostrom a suivi un itinéraire atypique. Très interdisciplinaires et nourris de recherches de terrain, ses travaux mettent en évidence les aspects « communautaires » du comportement humain, en contradiction avec les modèles orthodoxes de l'*Homo oeconomicus*, centrés sur l'individualisme.

Membre de première heure du mouvement d'analyse et de critique écologique de l'économie, cofondatrice de la Société internationale d'économie écologique (ISEE), Ostrom a aussi fondé, en 1989, l'Association internationale pour l'étude de la propriété commune (*International Association for the Study of Common Property*, IASCP, devenue en 2006 l'*International Association for the Study of Commons*, IASC), une société scientifique à laquelle elle a consacré une bonne partie de son énergie intellectuelle au cours des trois dernières décennies. Depuis la production d'œuvres pionnières comme *Governing the commons*^[1], Elinor est devenue la muse intellectuelle d'un mouvement aux composantes disciplinaires et professionnelles très diversifiées, qui a développé des travaux, des réflexions et des recherches autour d'un ensemble de préoccupations et d'intérêts communs : l'insatisfaction avec les lectures et les modèles orthodoxes sur l'usage et la gestion des ressources naturelles, surtout renouvelables et collectives, et l'incapacité de ces mêmes modèles à rendre compte d'innombrables observations empiriques de soutenabilité dans des communautés locales d'usagers de telles ressources.

La principale contribution d'Ostrom est une lecture des mécanismes de gestion de l'usage de biens communs comme des lacs, des pâtura-

[1] E. Ostrom, *Governing the commons. The evolution of institutions for collective action*, Cambridge Univ. Press, Cambridge, 1990.

Vincenzo Lauriola est socioéconomiste écologique, chercheur titulaire de l'Institut national de recherche de l'Amazonie (INPA), Manaus, Brésil, et STUDIUM® Researcher associé à l'IRD Orléans, UR 199.

ges, des forêts et plus généralement des ressources environnementales dont le partage est difficile (pour des raisons techniques, juridiques ou écologiques) et pour lesquelles il existe une rivalité d'accès. Cependant, il s'agit d'une analyse dont la portée est plus vaste et plus générale, qui dépasse largement les ressources naturelles et qui est au fondement de l'approche connue sous le nom d'« *Institutional analysis and development* » (IAD). Une première matrice analytique est proposée pour classer les principales catégories de biens et/ou de ressources, en fonction de leurs caractéristiques physico-économiques : l'*exclusion*, qui revient à exclure physiquement et/ou juridico-économiquement des usagers de l'accès à la ressource et qui est réalisable avec plus ou moins de difficulté ; et la *rivalité* (ou « soustraibilité »), définie comme la mesure selon laquelle l'usage d'une ressource par un individu réduit la disponibilité de cette ressource pour un autre individu. À partir de cette matrice analytique, on observe l'existence d'une certaine superposition entre le croisement binaire des caractéristiques des ressources et les principaux régimes de propriété adoptés pour réguler les droits d'appropriation et d'usage, ainsi que les modalités de transfert de ces droits. De manière générale, les biens à exclusion facile et à rivalité élevée font l'objet d'une propriété privée, alors que les biens à exclusion difficile et à rivalité basse sont publics. L'analyse économique s'intéresse traditionnellement surtout à ces deux types de biens. Ostrom, elle, a concentré ses efforts analytiques sur deux autres catégories : les biens à exclusion facile et à rivalité basse, dénommés « biens à péage » (*toll goods*), et ceux à exclusion difficile et à rivalité élevée, représentés par les ressources communes ou *common pool resources* (CPRs). La grande majorité des approches des courants dominants de la science économique, y compris l'économie de l'environnement, d'empreinte néoclassique, abordent le thème des biens communs sur la base de trois modèles paradigmatiques fondamentaux et complémentaires : la « *tragedy of the commons* », ou tragédie des communaux, formulée en 1965 par Garrett Hardin ; le dilemme du prisonnier en théorie des jeux ; et l'approche de Ronald Coase sur les droits de propriété. Hardin démontre comment, face à un pâturage ouvert à tous, chaque berger suit rationnellement une logique du profit individuel, d'externalisation des coûts et d'internalisation des avantages, qui, agrégée collectivement, mène à l'épuisement de la ressource commune. Le dilemme du prisonnier renforce la rationalité individuelle des comportements non coopératifs : face au choix entre trahir et coopérer, le prisonnier rationnel, dans l'impossibilité de communiquer, ne peut que trahir, alors que collectivement il serait mieux de coopérer. Il n'y a que deux solutions possibles, selon Hardin, pour assurer la gestion rationnelle (durable, dirait-on aujourd'hui) du

pâturage : soit le « socialisme », par l'intervention de l'État, soit la privatisation *via* la gestion décentralisée par le marché. C'est sur ce point qu'intervient le modèle de Coase qui, en démontrant l'efficacité de la solution de marché, par la définition de droits de propriété privée et en l'absence de coûts de transaction, fait basculer la balance du côté de la privatisation.

Ostrom analyse et conteste ce discours et ces modèles, en mettant en évidence leurs failles méthodologiques et en démontrant la faiblesse des conclusions. Un de ses principaux mérites, certainement à la base de la reconnaissance du Nobel, est qu'elle développe sa critique à partir du même paradigme néoclassique, en utilisant les instruments et les méthodes de celui-ci de manière rigoureuse, pour aboutir à des résultats opposés.

La première critique au modèle de Hardin est que, en réalité, ce qu'il appelle « *commons* » ne sont pas des communaux mais des ressources en accès libre. Ce n'est pas une petite différence : premièrement, pour les ressources importantes, les *commons* sont des espaces et des biens naturels collectifs, appropriés et gérés par un groupe donné, selon des modalités et des normes définies ; deuxièmement, on peut observer et démontrer qu'en général, historiquement et géographiquement, les communaux représentent la norme, alors que l'accès libre représente l'exception. D'ailleurs, cela continue d'être le cas malgré le processus historique d'expansion des clôtures, les *enclosures* à l'œuvre depuis la révolution industrielle. Comme Marx le décrit de façon brillante dans *Le Capital*, les *commons*, des terres non clôturées, compatibles avec l'exercice de droits d'usages coutumiers par les populations locales, qui permettaient leur survie, firent l'objet d'enclosures, furent expropriés par l'introduction, physique et juridique, de clôtures, devenant ainsi des propriétés privées. C'est par ce mécanisme que, dans l'Angleterre du 17^e siècle, commença l'« accumulation primitive du capital », créant ainsi de la richesse privée à partir de l'expropriation des populations locales et permettant le remplacement d'un système diversifié, fait de productions de subsistance et d'exportation de tissus artisanaux conçus à domicile, par la monoculture capitaliste de la laine (pâturage pour l'élevage des moutons). Cela permettait de fournir aux industries textiles urbaines, non seulement la matière première, mais aussi les masses de paysans expulsés des terres communales clôturées, devenant l'« armée industrielle de réserve » dont le capital avait besoin pour son expansion. Si les matérialistes historiques ne s'intéressèrent pas beaucoup aux dégâts sociaux et environnementaux produits par la destruction des communaux – peut-être aussi parce qu'ils les considéraient comme des formes primitives d'organisation de la société –, Ostrom a

le mérite d'attirer l'attention sur cette donnée qui, aujourd'hui, avec la crise environnementale globale, montre toute son importance.

En somme, la tragédie de Hardin est une tragédie du libre accès : si en l'absence de règles, les prévisions du modèle sont correctes, la « propriété commune » représente en réalité une des réponses possibles à la tragédie. Les solutions ne se bornent donc pas à l'alternative État ou marché : au contraire de ce qu'affirme le modèle de Hardin, par une vision simpliste et trompeuse qui désigne comme cause du problème celle qui en réalité représente une des solutions possibles, il existe une troisième voie, caractérisée justement par la « propriété commune », dont les formes possibles sont multiples et diverses. Les études de terrain dans le monde entier montrent l'existence d'institutions collectives souvent millénaires gérant avec une remarquable efficacité et durabilité des systèmes et des biens environnementaux extrêmement complexes. Plutôt que de les ignorer ou de les détruire, en les considérant comme dépassées ou prémodernes, le défi qui s'impose à la science économique, avec l'aide et par le dialogue avec d'autres sciences, aussi bien humaines et sociales que naturelles et exactes, est tout d'abord celui de prendre en compte, d'analyser et de comprendre cette troisième voie de manière approfondie. Dans cette perspective, au cours des trois dernières décennies, Ostrom a développé et inspiré non seulement une multiplicité de travaux de terrain sur les systèmes locaux de gestion des ressources communes, mais aussi des études d'économie expérimentale sur le comportement humain, en appliquant des modèles de la théorie des jeux à des situations d'usage de ressources naturelles communes. Le dilemme du prisonnier est sévèrement critiqué, notamment sur les hypothèses, simplistes et irréalistes, de jeu à tour unique et d'absence de communication entre les acteurs, sur lesquelles le modèle fonde ses prévisions. La réalité n'est pas déconnectée de l'histoire ni des processus d'apprentissage. Les acteurs peuvent communiquer entre eux et ils utilisent la communication pour définir des règles, des mécanismes de contrôle de leur observance et des sanctions pour les infracteurs. En introduisant progressivement, dans le dilemme du prisonnier appliqué à la gestion des ressources communes, des jeux à tours répétés et de la communication, les solutions s'éloignent beaucoup des prévisions tragiques initiales, et la communication joue un rôle clé en rendant possible les processus d'apprentissage collectifs qui permettent d'atteindre des résultats proches de l'optimum théorique.

Ainsi, dans *Rules, games and common pool resources*^[2], Ostrom et ses collègues Roy Gardner et James Walker utilisent des techniques d'économie expérimentale appliquées à la gestion d'une ressource commune pour tester les prévisions des modèles « tragédie » et « dilemme »

[2] E. Ostrom, R. Gardner et J. Walker, *Rules, games and common pool resources*, The Univ. Of Michigan Press, Ann Arbor, 1994.

face à l'introduction d'hypothèses plus réalistes. Les résultats sont remarquables : dans des conditions fidèles aux hypothèses clés (tour unique, absence de communication), les prévisions tragiques des modèles sont correctes et ne changent pas de manière significative, même en introduisant des tours répétés et le risque d'épuisement de la ressource ; par contre, en introduisant la communication, les résultats s'améliorent dès les jeux à tour unique, bien que de manière instable, alors que, dans les jeux à tours répétés les résultats s'améliorent de façon importante, réduisant l'inefficacité de 50 %. Il est intéressant d'observer l'usage que les acteurs font de la communication et les résultats spécifiques de chaque stratégie. Dans les jeux répétés, la communication est utilisée pour calculer les meilleures stratégies coordonnées, définir des accords pour les appliquer et traiter les traîtres, principalement à l'aide de sanctions verbales. L'efficacité des résultats varie entre 42 et 80 % de l'optimum, et les taux sont moins élevés lorsque la communication entraîne des coûts et lorsque les paris sont plus élevés. Cela démontre aussi que l'intervention directe d'agents externes n'est pas indispensable pour améliorer les résultats : d'une part, la communication entre usagers de la ressource est déjà suffisante pour éviter la tragédie ; d'autre part, l'introduction d'hypothèses plus fines permet d'analyser plus en détail le rôle potentiel d'accords institutionnels divers dans la promotion de résultats à efficacité plus ou moins élevée. Ainsi, Ostrom et ses collègues analysent l'effet de l'introduction de règles associées à des mécanismes de contrôle et de sanction, en comparant les hypothèses d'institutions exogènes et endogènes, avec ou sans communication. Dans le cas d'institutions exogènes, même sans communication, il y a une amélioration des résultats, mais celle-ci est inefficace dans la mesure où la plus grande efficacité est absorbée par le coût de l'institution ; en présence de communication, le gain d'efficacité obtenu par les institutions exogènes est plus important, il atteint jusqu'à 56 % de l'optimum théorique, mais les taux de trahison restent élevés, autour de 42 %. Dans le cas d'institutions endogènes, qui présupposent évidemment la communication, les résultats atteignent en moyenne 90 à 93 % de l'optimum, et la trahison est réduite à des taux marginaux de 4 % en moyenne. Cela n'est pas seulement cohérent avec les données des travaux de terrain du monde entier ; ce résultat est obtenu en utilisant les outils théoriques de l'économie néoclassique, de manière scientifiquement et formellement rigoureuse. Il démontre le grand potentiel d'efficacité économique et environnementale des systèmes fondés sur des règles définies de manière autonome par des groupes de *commoners* ou usagers de ressources communes, associées à des mécanismes de contrôle et de sanction. De plus, il prouve, encore une fois de manière

formellement rigoureuse, que l'on n'est pas condamnés à l'alternative État ou marché, mais qu'«un autre monde est possible», qu'il y a une «troisième voie» et qu'elle n'est pas une voie «unique»: elle possède une grande diversité institutionnelle interne, qui peut et doit s'articuler de manière flexible et adaptée à la diversité des situations réelles, locales, culturelles et historiques.

Les controverses entre versants politiques traditionnellement opposés, partisans de l'État ou du marché, peuvent être synthétisées autour du modèle de Coase sur l'existence et/ou l'importance des coûts de transaction pour chaque cas spécifique, se réduisant à préconiser la privatisation si le marché permet de minimiser les coûts de transaction ou la nationalisation dans le cas inverse. Les résultats d'Ostrom nous obligent à nous confronter à un univers de possibilités alternatives à ce qui, dans les deux cas, représenterait une expropriation des *commons*. Il faut donc faire appel à des modèles de gestion de bas en haut, fondés sur de nouvelles et d'anciennes formes d'*empowerment* des communautés d'usagers des ressources collectives. En effet, en considérant et en analysant d'innombrables exemples de ces modèles, on peut vérifier, à l'opposé de «la tragédie», plusieurs «avantages des communaux», parmi lesquels non seulement des avantages écologiques, découlant de l'indivisibilité des ressources environnementales et du maintien de l'intégrité des écosystèmes, mais aussi plusieurs avantages socio-économiques, comme la façon de traiter l'incertitude (en particulier dans le cas des ressources mobiles), l'efficacité administrative promue par des règles institutionnelles et des stratégies de zonage partagées directement par les usagers, l'internalisation des externalités et de faibles coûts de transaction.

La richesse des travaux d'Ostrom – dont on a ici à peine esquissé une synthèse –, comme source d'inspiration de nouvelles réflexions et de recherches, est loin d'être épuisée. À simple titre indicatif, on peut observer que la grande diversité des modèles institutionnels qu'on peut regrouper sous le label de «communaux», ainsi que les innombrables études de terrain sur des expériences concrètes du monde entier, dont les conditions environnementales et les processus sociaux d'apprentissage ne cessent de changer et d'évoluer, montrent la contribution de la diversité institutionnelle – donc socioculturelle et non seulement biologique – à la résilience et à la durabilité des systèmes socioécologiques (ou socioécosystèmes). En ce sens, on peut aussi affirmer qu'il y a une convergence avec les travaux du co-laureat Williamson, plus focalisés sur le comportement de l'entreprise.

Jusqu'à présent, on ne peut pas affirmer que les défis intellectuels posés par les travaux de la première femme Nobel en économie ont été

relevés sérieusement par les principaux courants de pensée économique, qu'ils soient *mainstream*, néoclassiques ou d'inspiration marxiste. État et marché continuent de s'affronter, voire de se (pro)poser comme solutions complémentaires exclusives pour les problèmes environnementaux. Espérons que ce Nobel au féminin et (au) vert de 2009 pousse à dépasser cette dichotomie : cela voudrait dire qu'il y a encore de l'espoir, pour les économistes, et pour l'avenir d'un monde qui est aussi (et souvent surtout) dans leurs mains.